

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Band: 4 (1997)
Heft: 3

Buchbesprechung: L'extrême-droite en Suisse : organisations et radicalisation au cours des années 80 et 90 [sous la dir. de Urs Altermatt, Hanspeter Kriesi]
Autor: Tappolet, Bertrand

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

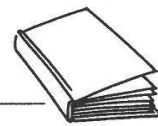
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 04.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Dieser Zwiespalt wird während der Bundesratsjahre von Stich immer deutlicher sichtbar: Im Bundesrat, im Parlament und in den Parteien wird der sozialdemokratische Finanzminister von Anfang an und immer stärker als sturer Querkopf empfunden, in der Bevölkerung dagegen genießt er ein Wohlwollen, das zu freudiger Anerkennung wird, wenn Stich – beispielsweise im September 1995 an der Auns-Gegenveranstaltung in Zürich – deutliche Worte findet.

Das Buch von Beglinger ist drittens auch ein Zeitdokument. Es gelingt ihm, fokussierend auf eine einzelne Persönlichkeit ein politisches Stimmungsbild der Eidgenossenschaft vorwiegend der Zeit von 1983–1995 zu zeichnen, das sich nicht an den starken Kräften der polemischen Polarisierung, sondern an jenen des politischen Pragmatismus orientiert. Eine Geschichte dessen, was möglich, aber auch dessen, was unmöglich, unerreichbar war. Das Buch von Beglinger bietet zudem auch Einblicke in eine politische Arena der Schweiz, die selten eingehender thematisiert wird: in den Alltag der bundesrätlichen Entscheidungsfindung. Mit vielen Details charakterisiert er facettenreich das Zusammen und Gegeneinander der Ratsmitglieder. Anhand der Erfolge und Misserfolge des Finanzministers wird deutlich, wie viele Entscheide emotional und persönlich motiviert sind, wie schnell dieses Gremium nach aussen hin seine Meinung ändern kann, wenn der Vorschlag nur von der richtigen Person eingebracht wird, und wie schwierig die politischen Positionen mit den geforderten kollektiven Solidaritäten in Übereinstimmung zu bringen sind.

Die flüssig lesbare Darstellung von Beglinger basiert auf rund einem Dutzend mehrstündigen Interviews mit dem ehemaligen Finanzminister, die vom November 1995 bis zum Januar 1996 geführt wurden. Oral History mit dem Kronzeu-

gen seiner selbst, Oral History aber auch mit Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern, mit Parteigenossinnen und -genossen, mit Parlamentarierinnen und Parlamentariern, mit Medienschaffenden und Leserbriefschreibenden. Dank der thematischen Gliederung der detailreich geschilderten Ereignisse gelingt dem Autor eine zusammenhängende, niemals ins Banale oder Wiederholende verfallende Schilderung des politischen Lebens eines sozialdemokratischen Finanzministers, der am Ende seines Bundesratsmandats so beliebt und glaubhaft ist, dass viele meinen, nur er könne dem politischen Populismus eines Christoph Blocher Paroli bieten. An der Kundgebung auf dem Zürcher Platzspitz im Herbst 1995 präsentiert sich Otto Stich in einer Integrität, die daran gemahnt, wie wichtig die Erinnerung an die Geschichte, bei Stich an die 30er Jahre, für die Bewältigung der Gegenwart ist.

Thomas Hildbrand (Zürich)

URS ALTERMATT ET HANSPETER
KRIESI (SOUS LA DIR. DE)
L'EXTRÊME-DROITE EN SUISSE
ORGANISATIONS ET RADICALISATION
AU COURS DES ANNÉES 80
ET 90

ÉDITIONS UNIVERSITAIRES, FRIBOURG 1995, FS 35.–

Jusqu'à la fin des années 80, les autorités fédérales se désintéressent de l'extrémisme de droite, les organes chargés de la sécurité de l'État s'attachant principalement à une seule cible: l'extrémisme de gauche et surtout ceux qui lui sont assimilés. En 1992, la publication du rapport du Conseil fédéral sur l'extrémisme qu'il soit de gauche ou de droite marque un revirement de cette politique, dicté notamment par l'affaire des fiches. Si l'extrémisme ne constitue pas encore «un problème grave», la recrudescence des actes

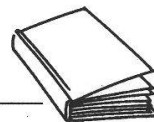
de violence contre les étrangers inquiète le Conseil fédéral. Sur mandat d'Arnold Koller, chef du Département fédéral de justice et police, l'historien fribourgeois Urs Altermatt et le politologue genevois Hanspeter Kriesi dessinent le paysage organisationnel et discursif de mouvements d'extrême-droite caractérisé par un certain nombre de dominantes: xénophobie et nationalisme, mythification de la Suisse, de l'Europe, et de la race blanche, défiance envers la démocratie, nostalgie d'un pouvoir fort. Contrairement à l'entre-deux-guerres, les attaques contre la gauche ne jouent qu'un rôle subalterne. Les étrangers, voilà l'ennemi!

Les auteurs de l'étude établissent une typologie des groupements et associations que l'on connaît en Suisse, tout en soulignant que la Romandie se distingue par une extrême droite de type intellectuel alors qu'en Suisse alémanique, on se trouve confronté à des mouvements plus enclins à l'agitation politique, avec une nette propension à la violence. Par souci pédagogique, l'étude répartit les 22 organisations et les 400 activistes d'extrême droite recensés en six catégories: les fascistes, la Nouvelle droite, les groupes nationaux-révolutionnaires, les frontistes et les négationnistes (ou révisionnistes), et enfin les skinheads. Les fascistes traditionnels caractérisent les groupes qui se réfèrent explicitement à l'idéologie et aux expériences du régime mussolinien et/ou nazi. Le problème est que l'appellation «fasciste» renvoie de manière extensive à l'action des régimes autoritaires européens et à l'idéologie de certains partis antiparlementaires de l'entre-deux-guerres. L'inflation du concept est confirmée par la description retenue, celle de Stanley G. Payne, qui décline le fascisme sur ses négations: antilibéralisme, anti-communisme, anticonservatisme; ses buts et son idéologie: création d'un nouvel État autoritaire, mise en place d'une structure

économique nationale interclasses, volonté de voir son État jouer un rôle nouveau dans le concert des nations (avec une propension à l'impérialisme), idéalisme et volontarisme culturel; sur son style et son organisation: importance de l'esthétisme et du symbolisme dans les meetings, mobilisation des masses sur un modèle militaire, évaluation positive de l'utilisation de la violence, exaltation de la jeunesse, direction charismatique et autoritaire. Actifs depuis le début des années 50, les «*Altfaschisten*» sont sur le déclin depuis les années 70. Gaston-Armand Amaudruz, fondateur en septembre 1951 du Nouvel Ordre européen (NOE), est leur figure de proue. Arc-bouté sur l'élément raciste, particulièrement évolien, la propagande du NOE fait référence au capitalisme «négroïde», au communisme «mongoïde» et même à l'anticolonialisme, par crainte du métissage.

Née en France à la fin des années 60, la Nouvelle droite (ND) est un mouvement à caractère intellectuel, actif principalement dans le domaine des publications et de la création de groupes de réflexion, qui cherche à reformuler le corpus idéologique de la droite radicale et à lui procurer une façade de respectabilité. Cette idéologie de droite apparue dans le champ culturel français se caractérise par une très grande hétérogénéité doctrinale, malgré la présence de convictions communes: refus de l'économisme tant libéral que marxiste, du syncrétisme «judéo-chrétien», de l'égalitarisme; défense de l'identité culturelle de l'Europe. La ND a servi de «think tank» à une partie importante de la droite libérale conservatrice, investi certains organes de presse à diffusion «grand public», trouvé un écho certain dans l'Université en activant des réseaux interdisciplinaires, et au moins attiré l'attention de quelques-uns des penseurs libéraux.

En constant effort de redéfinition, tant



de ses orientations et buts politiques que de ses fondements intellectuels et culturels, la ND peut se décliner en cinq orientations différentes, voire divergentes: la composante scientiste de nature positiviste ou néognostique; la composante communautariste, romantico-réactionnaire de type *völkisch*, véritable pétrification nationaliste (à tendance française ou paneuropéenne); la composante hostile au judéo-christianisme, prônant le néo-paganisme, l'ethno-pluralisme, l'europanisme et un «tiers-mondisme» axé sur la défense de la cause des peuples face à l'impérialisme utilitaro-humanitaire de l'Occident, brassant Heidegger, Louis Dumont et Dumézil dans son système de légitimation; la composante traditionaliste antimoderne constituée notamment par les évoliens; la composante anti-judéo-chrétienne post-moderniste, comprenant une visée impériale (l'Europe comme troisième Empire). Ses prises de positions anti-universalistes et anti-économistes l'ont parfois rapproché des courants qui, à gauche, s'efforcent de battre en brèche les évidences humanistes et utilitaristes dominantes. Son impact dépasse largement les frontières de l'hexagone, preuve en est sa présence en Suisse où les premiers cercles ont été créés à Genève au début des années 70, sans parvenir à percer outre-Sarine. La ND française, tout comme son homologue allemande, a contribué à la redécouverte de courants intellectuels de l'extrême droite d'avant-guerre en diffusant les écrits des théoriciens de la révolution conservatrice (Ernst Jünger, Karl Schmitt, Moeller van der Bruck) ainsi que ceux de Julius Evola.

Proches de la ND, les groupes nationaux-révolutionnaires se distinguent par une activité plus militante. Outre une idéologie nationaliste et raciste, ils prônent une troisième voie entre capitalisme et socialisme. La Troisième Voie s'est fait particulièrement remarquer à Genève depuis la fin des années 80. Manifestation typique-

ment suisse de l'extrême-droite, les fronts, surtout actifs outre-Sarine, défendent des idées xénophobes et racistes qui se manifestent dans des actes de violence contre les étrangers. Le Front patriotique, créé en 1988 par Marcel Strebel, s'est fait connaître par ses rassemblements et ses actions violentes contre les foyers pour requérants d'asile. Il a aujourd'hui disparu de la scène politique. Les négationnistes et les révisionnistes mettent en doute, minimisent ou nient l'Holocauste. Gaston-Armand Amaudruz contribue depuis longtemps à diffuser ces thèses. Jeunes, généralement apolitiques, les skinheads se signalent depuis le début des années 80 par leur penchant à recourir à la violence contre les étrangers. Entre 1985 et 1993, les activités skin sont surtout concentrées dans les cantons alémaniques de Suisse orientale.

Les attitudes extrémistes de quatre partis politiques de la droite populiste représentés au Parlement fédéral – les Démocrates suisses, le Parti de la liberté (ex-Automobilistes), l'Union démocratique et enfin la Ligue des Tessinois (Lega) – ne sont pas étrangères, pour l'équipe du professeur Kriesi, à la «normalisation» et à la banalisation du discours de l'extrême-droite. Intégrés dans le jeu politique démocratique, ces partis, tout comme leur discours xénophobe, nationaliste et isolationniste, acquièrent davantage de légitimité et sont progressivement acceptés par une frange de plus en plus large de l'opinion publique, créant un climat favorable à l'extension de cet extrémisme. Cette plus grande tolérance/acceptation explique aussi la dérive ultradroitière de certains partis bourgeois, l'aile zurichoise de l'Union démocratique du centre, ou le Parti démocrate-chrétien proposant de limiter à 18 % le nombre d'étrangers en Suisse, par exemple.

Bertrand Tappolet (Genève)